

La révolte des « bonnets rouges » : un tournant ?

Posté le : 27 octobre 2013 11:49 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique, Fiscalité

Depuis des mois, la question qui se pose est la même : comment sera arrêtée la descente aux enfers que conduit, avec un mélange inédit de désinvolture rigolarde, d'inconscience matoise, de malfaisance idéologique et de rouerie politicienne, un président d'une exceptionnelle médiocrité, un gouvernement d'incapables, et un parlement d'apparatchiks socialistes excités et ivres de leur propre victoire.

Ce n'est pas tout d'aller dans le mur en klaxonnant et en plastronnant. Encore faut-il identifier le mur.

Beaucoup ont cru aux grandes manifestations syndicales menées par la CGT communiste contre l'austérité. Mais le Parti Communiste est mort. Les crimes des régimes dont il se réclamait et qui le finançaient sont désormais tellement connus qu'ils lui interdisent tout retour. L'abandon des ouvriers par les partis qui parlaient en leur nom a fait le reste. La conversion du PS au gauchisme soixante-huitard, s'appuyant sur les immigrés et les minorités agissantes, dans l'indifférence aux dures réalités du moment, ne date pas d'aujourd'hui. Depuis Jospin, le PS pense qu'il suffit de faire des « cadeaux aux salariés », sous forme de temps de travail réduit ou de surprotection juridique pour faire accepter la domination d'une classe de hauts-fonctionnaires sûrs d'eux-même et dominateurs.

Quatre millions de chômeurs et une dizaine de millions de pauvres à la dérive plus tard, le pseudo ouvriérisme socialiste n'est plus qu'une illusion évaporée.

L'assistanat ne permet pas la mobilisation. Ces masses paupérisées sont passives dans l'attente du chèque.

La révolte ne pouvait pas non plus venir des quelques centaines de milliers de familles aisées volées au coin du bois, vilipendées sans cesse par des médias largement dominés par des bouches-à-feu partisans engagées à gauche, et traitées en boucs émissaires. Sarkozy, sans le dire, leur fera payer la crise en priorité, pour donner du corps à son « ouverture à gauche » et ménager ses chances de réélection. Sa prétention à tourner la gauche par la gauche sera réduite en poussière par le coup de la tranche à 75%. Hollande, lui, n'hésitera pas à affirmer que les « riches » paieraient et à mettre en œuvre ce joli programme, à la fois antirépublicain et mensonger. Ceux qui en ont eu et les moyens et le courage, sont partis. Depuis le début de la crise, en 2007, plus de 100.000 départs !

Il y eu la révolte des « pigeons » qui finirent par être pigeonnés.

Restait la France qui travaille et qui se lève tôt, pris en tenailles par la concurrence inégale organisée par l'Europe et ses folies réglementaires d'un côté et l'hystérie fiscale à motif idéologique des Verts et des Roses de l'autre.

C'est la Bretagne des paysans et des PME de l'agro-alimentaire qui a craqué en premier. L'impôt de trop sera l'écotaxe. Quand on essaie de survivre par le travail dans le Finistère, Finis terrae, mettre des barrières fiscales au transport est une provocation. Surtout quand on a mis ses productions et ses

producteurs sous la pression des pays pauvres d'une Europe qui est, elle, centrale, et qui se moque bien des écologistes.

Alors on a vu apparaître les Bonnets rouges. Ils évoquent une révolte fiscale. Oui fiscale. Le cochon de payant, dépecé par des fonctionnaires moralisateurs, ne supporte plus les contraintes, le racket, la ruine d'efforts continuels.

Depuis des mois les préfets bretons sont alertés. Ils ont donné des ordres d'armement aux gendarmes mobiles. On craint des jacqueries. Voilà les forces de l'ordre tentant de sauver un portique fiscal, symbole parfait de l'oppression et de l'enfermement. « Tu as le droit de bouger mais sous un portique qui te trace et me permettra de te taxer ». Les Bretons refusent de passer tête basse sous le portique. Deux hommes ont été gravement blessés : l'un voit son pronostic vital en cause ; l'autre a perdu une main.

Nous disons ici, depuis longtemps, que la France n'est pas la Grèce et qu'elle n'acceptera jamais la déflation et la destruction de ce qui reste de son économie.

La révolte des Bonnets Rouges n'est pas qu'un incident. Il sera traité comme tel par les médias aux ordres. Le gouvernement et Hollande vont lâcher du lest et arroser un peu la région pour faire croire qu'ils ont compris. Ils pensent que la fermeté marchera, comme elle a permis de mettre fin aux marches d'opposants au mariage homosexuel. En ajoutant quelques concessions de pure forme.

Ils confondent un mouvement moral et la défense de la vie quotidienne de dizaines de milliers de paysans et de petits entrepreneurs, dont les salariés sont proches et non pas hostiles comme des fonctionnaires socialistes l'imaginent.

Mutatis mutandis, la révolte des paysans et des PME bretons est de même nature que la révolte des « koulaks » ruinés par Staline. Il faudra qu'il en massacre 10 millions et qu'il en déporte 30 millions, pour maîtriser la révolte.

Le gouvernement ferait mieux de comprendre qu'il se lance dans un combat dangereux.

Il assassine par bêtise, idéologie et combinaison politicienne, l'activité, le revenu et l'épargne de travailleurs rudes et courageux. La révolte a commencé. Hollande et ses séides ont raison de s'inquiéter.

Armer les garde-mobiles n'est pas la solution.

Nous sommes tous des « bonnets rouges ».